

Burundi : La lutte contre le Sida minée par des soupçons de corruption

Youphil, 24/08/2010Chemk'Africa| Edgar C. MbanzaAlors que les s@ropositifs s'inqui@tent de la mauvaise gestion des m@diments, une ministre des droits de l'Homme est accus@e de vol. Les associations se mobilisent.L'association burundaise de lutte contre la corruption (Olucome) est cat@gorique : apr@s enqu@te, elle affirme que l'ancienne ministre Rose Nduwayo, charg@e des droits de l'Homme jusqu'en f@vrier dernier, a d@tourn@ plus de 60 millions de francs locaux (environ 40.000 euros).Elle aurait retir@cet argent du tr@sor public en pr@textant un projet d@™assistance aux femmes victimes des violences "sauf que ce programme n'a jamais eu lieu", affirme un cadre actuel du minist@re. L'ancienne ministre vit actuellement @ l'@tranger.

Burundi@ : La lutte contre le Sida min@e par des soup@sons de corruption Youphil, 24/08/2010Chemk'Africa| Edgar C. MbanzaAlors que les s@ropositifs s'inqui@tent de la mauvaise gestion des m@diments, une ministre des droits de l'Homme est accus@e de vol. Les associations se mobilisent.L'association burundaise de lutte contre la corruption (Olucome) est cat@gorique : apr@s enqu@te, elle affirme que l'ancienne ministre Rose Nduwayo, charg@e des droits de l'Homme jusqu'en f@vrier dernier, a d@tourn@ plus de 60 millions de francs locaux (environ 40.000 euros).Elle aurait retir@cet argent du tr@sor public en pr@textant un projet d@™assistance aux femmes victimes des violences "sauf que ce programme n'a jamais eu lieu", affirme un cadre actuel du minist@re. L'ancienne ministre vit actuellement @ l'@tranger.Au d@but de cette ann@e, elle avait d@j@ d@fray@c la chronique lorsque la presse avait r@v@l@c qu'elle percevait un doux salaire, celui de ministre et celui d@™enseignant qu@™elle aurait continu@c @ percevoir apr@s sa nomination au gouvernement.Elle avait @t@c imm@diatement limog@c@e.Malversations financi@res."Ce cas de d@tournement nous invite @ la vigilance quant @ la recrudescence de nouvelles formes de malversations financi@res et de corruption des fonds destin@s au d@veloppement et aux programmes d'assistance humanitaire", rappelle un responsable d'une association d'aide aux sinistr@s de la guerre. D'apr@s un autre responsable burundais de la soci@t@c civile, "l'argent de la reconstruction est de plus en plus d@tourn@c parce que les dispositifs de financements ainsi que l'@valuation des projets sont souvent tr@s lourds, ce qui ne facilite pas la transparence et le contr@le citoyen".C'est un autre cas, cette fois de "mauvaise gestion" qui agite le monde associatif burundais, plus pr@cis@cement les organisations des communaut@s vivant avec le sida. Le Collectif des associations des personnes vivant avec le sida (Capes) s@™inqui@te de la non-disponibilit@c des m@diments contre les infections opportunistes et des antir@troviraux, demandant m@me une commission d'enqu@te. "C@™est @ partir des investigations men@c@es par cette commission qu@™on saura qui est responsable de la mauvaise gestion des m@diments", d@clare Hamza Venant, pr@sident et repr@sentant l@cgal du collectif.@ Non-transparence. La situation inqui@te s@rieusement les associations. En plus des cas de mauvaise gestion et de manque de coordination signal@s au niveau des diverses structures partenaires du dispositif de soins (communaut@s, centrale d'achat, minist@re de la sant@c, minist@re de lutte contre le sida, le CNLS, les structures hospitali@res...), le Burundi a vu sa demande de financement rejet@c par le Fonds mondial de lutte contre le sida @ en 2008.Le pays doit donc trouver des alternatives afin de payer les factures. D'apr@s les chiffres officiels, sur 59.000 Burundais ayant besoin d@™antiretroviraux, seulement 20.000 en re@soivent. "Ce n'est pas avec une gestion lourde, inefficace et non-transparente que nous allons convaincre les bienfaiteurs", regrette un responsable associatif.Des membres du r@seau burundais des personnes vivant avec le VIH (Rbp+) affirment ne plus b@n@cifier d'un syst@me qui leur permettait jusqu'aujourd'hui de recevoir gratuitement des traitements. Par ailleurs, les m@diments, comme le Bactrim, manquent dans les stocks comme au Prince R@cgent Charles de Bujumbura, le principal h@pital public du pays. "S@™il n@™y a pas de nouvel approvisionnement, nous ne couvrirons pas ce mois (ao@t)", d@clare @ la presse locale le responsable de l'unit@c sida de l'h@pital, qui pr@cise que le gouvernement n'assure plus les livraisons habituelles depuis juillet dernier.Incompr@censions. Dans les communaut@s vivant avec le VIH, la col@re est grande d'autant plus qu'il y aurait en r@alit@c des m@diments dans les principaux stocks, mais qu'ils seraient tr@s mal distribu@s. De leur c@t@c, les autorit@s multiplient les messages pour tranquiliser les patients et leurs familles. Elles affirment avoir demand@c aux structures sanitaires de continuer @ offrir un soutien m@dical gratuit aux patients, exigeant en revanche la transmission des factures accompagn@c@es par "des preuves que les r@serves avaient @t@c faites pour soigner les n@ccessiteux", pr@cise-t-on.Victimes de la corruption. Des sources m@dicales confirment en effet que l'une des causes de cette d@sorganisation serait le fait que les m@diments "ne vont pas toujours @ ceux qui devraient en recevoir. (...) Nous soup@sonnons un certain manque de rigueur dans la d@termination qui a droit ou non aux m@diments", confie un m@decin du nord du pays. Le Burundi, qui sort de plusieurs ann@c@es de guerre civile, fait partie des pays les plus touch@s par le sida. En attendant l'assainissement du dispositif de prise en charges des sid@c@ens, les associations s'impatientent: d'apr@s elles, 17 personnes seraient d@j@ mortes par manque de ces m@diments, ces derni@res semaines... A bient@t.